



Budget 2024 10 milliards d'euros supplémentaires pris dans la poche des travailleurs

Le 18 février, au prétexte d'une prévision de croissance revue à la baisse, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a annoncé **10 milliards de coupes supplémentaires dans le budget de l'État pour 2024** (deux mois après son adoption).

10 milliards pour rembourser la dette et ainsi obtenir une bonne note auprès des agences de notation financière Fitch, Moody's et Standard & Poor's qui doivent rendre leur verdict en avril et mai.

Qui va payer ? Les travailleurs qui vont devoir encore un peu plus se serrer la ceinture.

Sur les 10 milliards, 5 sont pris sur la gestion des ministères, et notamment :

- L'instauration d'un reste à charge sur le compte personnel de formation, qui devrait dégager 200 millions.
- Le décalage dans le temps de recrutement d'agents permettant d'économiser 700 millions.

5 autres milliards sont « économisés » grâce à l'annulation de politiques publiques, et notamment :

- La suppression du « chèque carburant » de 100 euros versé aux salariés aux revenus modestes qui utilisent leur véhicule pour aller travailler, à partir du moment où les prix des carburants atteignaient 2 euros le litre.

- La diminution de 1 milliard pour le dispositif MaPrimeRénov'.
- La réduction du budget de France compétences chargée de la formation professionnelle.

Le Maire ose parler d'un « effort [qui] sera équitablement réparti » entre « l'État » et les « Français ». Mensonge !

Car quand on coupe dans le budget des ministères, quand on réduit les moyens accordés aux services publics (école, hôpitaux, transports...), ce sont les travailleurs qui en paient le prix ! En réalité, ces 10 milliards vont être volés à la population.

Et ce n'est pas fini. Le Maire n'exclut pas d'imposer de nouvelles coupes avant l'été et envisage des coupes budgétaires encore plus importantes en 2025.

Tout cela au nom de la dette. Mais quelle dette ? Pas celle des travailleurs, mais celle des capitalistes et des marchands d'armes.

En revanche, quand il s'agit du financement de la guerre en Ukraine, c'est à guichet ouvert. Zelensky et Macron ont signé, le 16 février à Paris, un accord bilatéral de sécurité par lequel la France s'engage à fournir en 2024 « jusqu'à 3 milliards d'euros » d'aide militaire « supplémentaire » à Kiev.

■ Ni pour la dette, ni pour la guerre, ce n'est pas aux travailleurs de payer !

Prenez contact avec le Parti des travailleurs. Lisez *La Tribune des travailleurs*.

Je souhaite prendre contact avec le Parti des travailleurs.

Nom, prénom :

Adresse :

Courriel et/ou téléphone :

A retourner à : contact@parti-des-travailleurs.fr ou à Parti des travailleurs, BP 27, 93101 Montreuil Cedex.